

INSTRUCTION N° 67-117 - B  
du 18 Décembre 1967

CLASSEMENT  
**B**

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° ..... du .....

BIBLIOTHEQUE

SERVICES JUDICIAIRES

REFORME DES GREFFES

PRISE EN CHARGE PAR L'ETAT, A COMPTER DU 1<sup>er</sup> DECEMBRE 1967,  
DES REMUNERATIONS DES GREFFIERS TITULAIRES DE CHARGE  
INTEGRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE,  
ET DE LEURS EMPLOYES RECRUTES EN QUALITE D'AGENTS  
CONTRACTUELS OU D'AUXILIAIRES

La loi n° 65-1002 du 30 novembre 1965 (1) portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales dispose, en son article 3, que « les greffiers titulaires de charge ont la faculté de continuer l'exercice de leurs fonctions en qualité d'officier public pendant dix années au plus, à compter de la date de mise en vigueur de la présente loi » ; elle stipule, en son article 4, que les greffiers titulaires de charge remplissant les conditions prévues par la loi ainsi que les conditions générales d'accès à la fonction publique, seront, sur leur demande :

- soit intégrés dans la magistrature ou dans un corps de fonctionnaires des services judiciaires ;
- soit recrutés comme agents contractuels pour la période restant à courir jusqu'à ce qu'ils atteignent la limite d'âge appliquée aux greffiers fonctionnaires, ou à titre d'auxiliaires.

(1) Journal officiel du 2 décembre 1965, page 10666.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION  
**G**  
50

PGS	TPG	RF	P
-----	-----	----	---

Les facultés d'intégration dans les corps de fonctionnaires des services judiciaires et de recrutement en qualité d'agent contractuel ou d'auxiliaire sont ouvertes aux employés des greffiers titulaires de charge salariés à plein temps et remplissant les conditions générales d'accès à la fonction publique.

Le décret n° 67-471 du 20 juin 1967 (1) fixe la date d'entrée en vigueur de la loi du 30 novembre 1965 au 1<sup>er</sup> décembre 1967, et détermine les mesures transitoires nécessaires à la mise en œuvre des options ouvertes aux greffiers titulaires de charge et à leurs employés ; ces personnels peuvent demander à bénéficier :

- soit des dispositions de l'article 3 de la loi du 30 novembre 1965 (greffiers titulaires de charge) ;
- soit de l'une des facultés ouvertes en application de l'article 4 de cette loi (greffiers titulaires de charge et employés).

Les intégrations dans la fonction publique et les recrutements en qualité de contractuel ou d'auxiliaire peuvent intervenir dès le 1<sup>er</sup> décembre 1967, si les intéressés ont exercé leur option avant cette date, ou au cours de la période transitoire de dix ans prévue à l'article 3 de la loi du 30 novembre 1965, si l'option est postérieure au 1<sup>er</sup> décembre 1967.

Le décret n° 67-472 du 20 juin 1967 (1) porte statut des secrétaires-greffiers en chef et des secrétaires-greffiers, et fixe les dispositions transitoires relatives à l'intégration des personnels des greffes et des secrétariats de parquet dans les corps de fonctionnaires des services judiciaires.

Le décret n° 67-475 du 20 juin 1967 (1) relatif aux modalités de recrutement d'agents contractuels et d'auxiliaires en application de la loi n° 65-1002 fixe les dispositions statutaires qui leur sont applicables.

L'arrêté du 20 juin 1967 (1) fixe l'échelonnement indiciaire applicable aux personnels des secrétariats-greffes.

Cinq circulaires, dont le texte est reproduit en annexe, ont été adressées par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, les 15, 17, 20 novembre et 5 décembre 1967, aux Préfets, Premiers Présidents des Cours d'Appel et Procureurs Généraux près les mêmes Cours (Métropole seulement, Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle exceptés) afin de préciser les modalités selon lesquelles doit intervenir, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1967, la prise en charge par l'Etat de la rémunération :

- des greffiers titulaires de charge intégrés dans la fonction publique ;
- des employés des greffiers titulaires de charge recrutés en qualité d'agents contractuels ou d'auxiliaires.

Les listes nominatives des personnels ainsi intégrés ou recrutés, avec l'indication de leur échelon indiciaire et tous les éléments destinés à permettre la mise en paiement des rémunérations, doivent être transmises par les Chefs de Cour ou les Préfets à MM. les Trésoriers-Payeurs Généraux, qui sont invités à prendre toutes mesures utiles pour assurer la mise en paiement de ces rémunérations dans les meilleurs délais.

Dans les circonscriptions où les rémunérations des magistrats et des personnels du Ministère de la Justice sont liquidées et payées selon la procédure prévue par le décret du 4 octobre 1965, il appartient aux centres électroniques intéressés de prendre en charge, dans les mêmes conditions, la liquidation et le paiement des traitements des nouveaux agents intégrés ou recrutés. Compte tenu de la date tardive à laquelle seront reçues les informations nécessaires, il y a aura lieu soit d'inscrire les prises en charge correspondantes dans une paye complémentaire, soit de recourir exceptionnellement à la procédure d'urgence prévue au paragraphe 21, alinéa 11, de l'instruction du 31 juillet 1963.

(1) Ces divers textes ont été réunis dans la brochure éditée par les Journaux officiels, sous le n° 67-86.



A cette occasion il est précisé que, conformément à la demande expresse du Ministère de la Justice, les indemnités versées à des greffiers n'ayant pas demandé leur intégration, à des vacataires ou, d'une façon générale, à des auxiliaires de justice non fonctionnaires, n'ont pas, pour l'instant, à être prises en charge par les centres électroniques, et doivent continuer à faire l'objet d'un mandatement.

**INSTRUCTION**  
**N° 67-117 .B**  
**du**  
**18 Déc. 1967.**

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

*Le Sous-Directeur,*

P. PÉPIN

---

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
ET DE L'ÉQUIPEMENT

ANNEXE N° 1  
à l'instruction n° 67-117-B  
du 18 décembre 1967.

Paris, le 5 décembre 1967.

LE GARDE DES Sceaux, MINISTRE DE LA JUSTICE,

à

SJ

AGE

MESSIEURS LES PRÉFETS DES DÉPARTEMENTS  
(Métropole seulement. — Haut-Rhin, Bas-Rhin  
et Moselle exceptés.)

**OBJET : Réforme des greffes. — Rémunération des greffiers titulaires de charge  
intégrés dans la fonction publique.**

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1967 un certain nombre de greffiers, titulaires de charge, sont intégrés dans la fonction publique.

Je vous ferai parvenir dans les prochains jours la liste de ces agents.

Les crédits nécessaires au mandatement des traitements et indemnités résidentielles des intéressés vous seront délégués d'office pour le mois de décembre 1967 et le premier trimestre 1968.

Il vous appartiendra, par la suite, de les inclure dans vos demandes trimestrielles de crédits provisionnels.

En ce qui concerne le supplément familial de traitement, les prestations familiales et les divers avantages sociaux, je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître, par compte d'imputation budgétaire, le montant des crédits nécessaires pour le mois de décembre 1967, dès que vous serez en possession des documents vous permettant de calculer les sommes revenant aux intéressés.

Dans l'hypothèse, où il ne vous serait pas possible, à titre tout à fait exceptionnel, de payer aux intéressés ces avantages sociaux sur la gestion 1967, il vous appartiendra de faire toutes diligences pour solliciter les crédits au titre de la gestion 1968.

Pour permettre aux intéressés de percevoir, dès la fin de décembre, l'essentiel de leurs émoluments, je vous serais très obligé de bien vouloir procéder, par états séparés, à la liquidation du traitement et des indemnités résidentielles, d'une part, et des divers avantages sociaux, d'autre part.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, copie des instructions que j'adresse aux Chefs des Cours d'Appel afin de hâter la préparation de la liquidation de ces rémunérations.

En effet, j'attache un grand prix à ce que les agents touchés par cette réforme perçoivent le maximum de leur nouvelle rémunération à échéance normale.

Je vous remercie à l'avance des instructions que vous voudrez bien donner à vos services et des efforts que consentira le personnel placé sous votre autorité afin d'y parvenir.

*Le Directeur des Services judiciaires,*

H. MAYRAS.

Pour le Directeur de l'Administration générale  
et de l'Équipement empêché :

*Le Sous-Directeur,*

V. SILVERA.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
ET DE L'ÉQUIPEMENT

SJ  
AGE

ANNEXE N° 2  
à l'instruction n° 67-117-B  
du 18 décembre 1967.

INSTRUCTION  
N° 67-117-B  
du  
18<sup>e</sup> Déc. 1967.

Paris, le 5 décembre 1967.

LE GARDE DES Sceaux, MINISTRE DE LA JUSTICE,

à

MESSIEURS LES PREMIERS PRÉSIDENTS et PROCUREURS GÉNÉRAUX.  
(Métropole seulement. — Colmar excepté.)

**OBJET : Réforme des greffes. — Rémunération des greffiers titulaires de charge  
intégré dans la fonction publique.**

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous ce pli, copie de la circulaire en date de ce jour adressée à Messieurs les Préfets des départements.

Je vous serais très obligé de bien vouloir transmettre au plus vite aux services chargés de la liquidation des rémunérations des personnels intéressés tous les documents nécessaires, notamment :

- arrêté d'intégration,
- procès-verbaux d'installation,
- fiches familiales d'état civil,
- certificat de scolarité des enfants,
- adresse complète,
- numéro, soit d'un compte bancaire ou postal,
- certificat de radiation, le cas échéant, des caisses d'allocations familiales.

Dans l'hypothèse où vous ne pourriez rassembler tous ces documents dans les moindres délais, j'attacherais du prix à ce que vous fassiez parvenir immédiatement les pièces purement administratives, qui permettront aux intéressés de percevoir pour le mois de décembre 1967 le traitement et les indemnités résidentielles.

*Le Directeur des Services judiciaires,*  
H. MAYRAS.

Pour le Directeur de l'Administration générale  
et de l'Équipement empêché :

*Le Sous-Directeur,*  
V. SILVERA.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
ET DE L'ÉQUIPEMENT

ANNEXE N° 3  
à l'instruction n° 67-117-B  
du 18 décembre 1967.

Paris, le 20 novembre 1967.

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

à

MESSIEURS LES PRÉFETS DE DÉPARTEMENTS  
(Métropole seulement. — Haut-Rhin, Bas-Rhin  
et Moselle exceptés.)

**OBJET : Réforme des greffes. — Rémunération des personnels définis aux articles 77  
à 90 du décret n° 67-472 du 20 juin 1967.**

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1967, la rémunération des personnels définis aux articles 77 à 90 du décret n° 67-472 du 20 juin 1967 (*Journal officiel* du 21 juin 1967) sera à la charge du budget de mon Ministère.

Je vous ferai parvenir, début décembre 1967, ampliations de mes arrêtés les recrutant en qualité d'agents contractuels ou auxiliaires.

Les crédits nécessaires au mandatement de ces rémunérations vous seront délégués d'office pour le mois de décembre 1967 et le premier trimestre 1968. Il vous appartiendra, par la suite, de les inclure dans vos demandes trimestrielles de crédits provisionnels.

En ce qui concerne les prestations familiales du mois de décembre 1967, il est prévu que les caisses d'allocations familiales continueront à en assurer le service pour les agents qui n'auraient pu obtenir à temps leurs certificats de radiation. Je vous serais très obligé de bien vouloir intervenir auprès de ces caisses pour qu'elles vous adressent un relevé des sommes payées. Il vous appartiendra alors de les rembourser sur les crédits qui vous auront été délégués au titre des comptes correspondants. Ces régularisations devront nécessairement être effectuées sur la gestion 1967 et, en conséquence, les mandatements dont il s'agit devront intervenir le 20 janvier 1968 au plus tard.

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, copie des instructions que j'adresse aux Chefs des Cours d'Appel afin de hâter la préparation de la liquidation des rémunérations dont il s'agit.

En effet, j'attache un grand prix à ce que les agents touchés par cette réforme perçoivent leur rémunération de décembre 1967 à échéance normale. Je vous remercie à l'avance des instructions que vous voudrez bien donner à vos services et des efforts que consentira le personnel placé sous votre autorité afin d'y parvenir.

Par délégation :

*Le Directeur des Services judiciaires,*  
*Signé : H. MAYRAS*

Par délégation :

Pour le Directeur de l'Administration générale  
et de l'Équipement, empêché :

*Le Sous-Directeur,*  
*Signé : V. SILVERA*

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
ET DE L'ÉQUIPEMENT

ANNEXE N° 4  
à l'instruction n° 67-117-B  
du 18 décembre 1967.

INSTRUCTION  
N° 67-117-B  
du  
18 Déc. 1967.

Paris, le 17 novembre 1967.

LE GARDE DES SCAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,  
à

MESSIEURS LES PREMIERS PRÉSIDENTS DES COURS D'APPEL  
et MESSIEURS LES PROCUREURS GÉNÉRAUX PRÈS LES MÊMES COURS.  
(Métropole seulement. — Colmar excepté.)

**OBJET : Réforme des greffes. — Rémunération des personnels définis aux articles 77 à 90 du décret n° 67-472 du 20 juin 1967.**

*Référence : Ma circulaire du 15 novembre 1967.*

Comme suite à ma circulaire citée ci-dessus, et afin de permettre une liquidation plus rapide des rémunérations de décembre 1967 des personnels définis aux articles 77 à 90 du décret n° 67-472 du 20 juin 1967, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir inviter ces agents à vous faire remettre :

1° *Dès à présent :*

- leurs fiches familiales d'état civil,
- le cas échéant, les certificats de scolarité de leurs enfants

et à vous faire connaître, en même temps, leurs adresses complètes et les numéros et intitulés exacts de leurs comptes bancaires ou postaux.

2° *Dès réception par vous de mes arrêtés* les recrutant en qualité d'agents contractuels ou d'auxiliaires :

- leurs certificats de radiation des caisses d'allocations familiales.

Vous voudrez bien, ensuite, réunir ces pièces et renseignements, et les transmettre, aussitôt, et en tout cas avant le 5 décembre 1967, aux services chargés de la liquidation des rémunérations dont il s'agit (Préfets ou Trésoriers-Payeurs Généraux, selon les cas).

Dans l'hypothèse où vous ne pourriez obtenir à temps certains certificats de radiation des caisses d'allocations familiales, je vous prie de bien vouloir vous mettre en rapport avec celles-ci afin qu'elles continuent à assurer le service des prestations au titre du mois de décembre 1967. Il appartiendra ensuite à ces caisses d'adresser un état de remboursement aux Préfets qui leur en mandateront le montant. J'attire particulièrement votre attention sur le fait que ces régularisations devront nécessairement s'effectuer sur la gestion 1967 et, qu'en conséquence, les caisses intéressées devront faire parvenir leurs états aux Préfets en temps voulu pour que les mandatement puissent être effectués avant le 20 janvier 1968.

Par délégation :

*Le Directeur des Services judiciaires,*

*Signé : H. MAYRAS*

Par délégation :

Pour le Directeur de l'Administration générale  
et de l'Équipement, empêché :

*Le Sous-Directeur,*

*Signé : V. SILVERA*



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
ET DE L'ÉQUIPEMENT

ANNEXE N° 5  
à l'instruction n° 67-117-B  
du 18 décembre 1967.

LE GARDE DES Sceaux, MINISTRE DE LA JUSTICE,

à

MESSIEURS LES PREMIERS PRÉSIDENTS DES COURS D'APPEL  
ET MESSIEURS LES PROCUREURS GÉNÉRAUX PRÈS LESDITES COURS  
(Métropole seulement. — Colmar excepté.)

OBJET : ~~Réforme des greffes. — Rémunération des employés définis au titre II,~~  
~~chapitre I, section III (art. 77 à 90) du décret n° 67-472 du 20 juin 1967.~~

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1967, la rémunération des personnels visés ci-dessus sera mandatée par les Préfets sur les crédits mis à leur disposition par ma Chancellerie.

Ces agents sont répartis en deux catégories :

- agents contractuels définis à l'article 88 du décret n° 67-472 du 20 juin 1967 et dont la rémunération est fixée par ce même article ;
- agents qui ne remplissent pas les conditions nécessaires pour être intégrés dans un corps de fonctionnaires des services judiciaires et qui, s'ils restent en fonctions, seront rémunérés en qualité d'auxiliaire.

Pour me permettre de connaître le montant des crédits à déléguer éventuellement aux Préfets pour le mois de décembre 1967, au titre du chapitre 33-91, je vous serais obligé de bien vouloir me faire retour, dûment complétés et en quadruple exemplaire, des tableaux ci-joints.

J'attacherais du prix à recevoir votre réponse sous le timbre de ma Direction des Services Judiciaires, avant le 25 novembre 1967.

En effet, faute de ces renseignements, les crédits ne pourront être mis en place à temps voulu pour permettre aux intéressés de percevoir, à échéance normale, leur rémunération de décembre 1967.

Par délégation :

Le Directeur des Services judiciaires,  
Signé : H. MAYRAS

Par délégation :

Pour le Directeur de l'Administration générale  
et de l'Équipement empêché :

Le Sous-Directeur,  
Signé : V. SILVERA



**Agents recrutés comme contractuels au 1<sup>er</sup> décembre 1967.**

[illegible]

**N. B. : I. — La part employeur de la cotisation mensuelle à la sécurité sociale se calcule en appliquant les pourcentages suivants sur la base obtenue en additionnant au traitement brut mensuel le montant mensuel de l'indemnité de résidence et du supplément familial de traitement :**

**a) Risque maladie, maternité, invalidité et décès :**

- 9,50 % dans la limite du plafond mensuel de 1.140 F ;
- 2 % sur la totalité de la base.

**b) Risque vieillesse :**

— 5,50 % dans la limite du plafond mensuel.

**II. — La part employeur de la cotisation mensuelle à l'I. G. R. A. N. T. E. est égale à 1,50 % de la base définie ci-dessus, dans la limite du plafond mensuel de 3.420 F.**



**Agents susceptibles d'être recrutés en qualité d'auxiliaires.**

NOMS DES AGENTS	INDICE	SUPPLEMENT familial mensuel de traitement.	PRESTATIONS familiales mensuelles.	PART employeur mensuelle Sécurité sociale.	PART employeur mensuelle I.G.R.A.N.T.E.

(Suite au verso.)

**Totaux** .....

**N. B. : I. —** La part employeur de la cotisation mensuelle de sécurité sociale se calcule en appliquant un pourcentage de 17 % sur la base obtenue en additionnant au traitement *brut* le montant mensuel de l'indemnité de résidence et du supplément familial de traitement.

**II. — La part employeur de la cotisation mensuelle à l'I. G. R. A. N. T. E. est égale à 1,50 % de la base définie ci-dessus.**